

Formation sur la préparation, la réponse et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures pour les parties prenantes locales



Page 3



Maurice se joint à l'événement indien G20 Mega Beach Clean Up

Page 3

France

Le financement de la transition écologique, sujet épineux pour le gouvernement



Page 4

Environnement : la vie de 2 milliards de personnes menacées par le réchauffement climatique



Page 4

Intelligence artificielle : une fausse image d'une explosion au Pentagone brièvement virale



Page 5

Foot News



Espagne : vague d'indignation après les nouvelles insultes à l'encontre de Vinicius (Real)

Page 8



Dix points de pénalité pour la Juventus en Serie A, la C1 s'éloigne

Page 7

A la télé aujourd'hui



06.29 Serial: Rich Man, Poor Man
07.20 Serial: Absentia
08.05 Serial: Chicago Med
08.44 The Baker And The Beauty
09.30 Le Chemin Du Destin
09.54 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.50 Tele: Marimar
12.00 Le Journal

12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Missing Bride
13.40 L'Envers Du Paradis
14.10 L'incroyable Hulk
15.21 Film: Apple Of My Eye
17.15 The Gardener's Daughter
18.00 Live: Samachar
18.30 Serial: Waggle Ki Duniya
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.30 Film: Badhaai Ho
Stars: Ayushmann Khurrana, Neena



07.07 Local: Toc Toc Doc
09.20 Local: Rodrig Prog
11.10 Local: Les Klips
12.00 Local: Rodrig Spor
12.30 Mon Jardin Ma Maison
12.51 Local: Toc Toc Doc
13.16 Local: En Forme
13.36 Local: Agir Ensemble
14.02 Local: Rodrig-Klip Seleksion
15.48 Local: Come On Let's

Dance
16.49 Local: En Forme
17.05 Local: Radio Vision
18.00 L'Envers Du Paradis
18.31 A Que No Me Dejas
19.20 Le Magazine De L'Emploi
19.30 Local: Festival Fim Afrikin
20.12 Local: Les Grandes Lignes
20.40 Local: Mots & Ecrits
21.01 Local: Radio Vision
23.00 Le Journal
23.29 Local: An Eta Dalert



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Mag: Tirh Yatra 2022
08.27 MBC Production
08.53 Local: Anjoria
09.19 Local: Virasat
09.34 Local: Gyan Vigyan
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki
11.27 Radha Krishna
12.00 Film: Santan
Starring: Rajendra

Kumar, Tuli, Kamini Kadam, Nasir Hussain
15.30 Serial: Badki Malkaain
16.00 Serial: Agniphera
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Amrit Vaani
19.06 Local: Sawdhan
19.32 Local: Akshay Dhaara
20.06 Local: Hunarbaaz
20.31 Serial: Surya Puran
21.37 Serial: Jag Jaanani
Maa Vaishnodevi



06.03 Mag: Motorweek
08.58 Doc: Smoothie Mania
09.27 Doc: Cholitias
10.09 Doc: ThankYou For The Rain
11.22 Doc: Foodland
11.51 Mag: Vous Et Nous
12.20 Doc: World Heritage
13.21 Doc: Fine Arts Sculptures
14.28 Mag: Focus On

Europe
15.04 D.Anime: Les Blagues De...
15.19 Splash And Bubbles
15.33 D.Anime: Best Furry Friends
15.42 D.Anime: Shezow
16.10 Inspecteur Gadget
16.39 The Treasure Island
17.05 Mag: Lab 360
17.06 Mag: Bricks 'O' Brian
17.41 Doc: The Greatest
17.57 Doc: Foodland
18.30 Mag: Eco India
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.21 Film: Army
Stars: Sridevi, Shah Rukh Khan, Danny Denzongpa, Harish Kumar, Ronit Roy..
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya

19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke...
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.02 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismet Ki Lakiron Se
22.31 Yeh Teri Galiyan
22.59 Patiala Babes
23.30 Film: Army
02.01 Kundali Bhagya
02.29 Udaariyaan
03.04 Kuch Rang Pyar Ke Aise...

Festival De Cannes

Le Festival de Cannes et le climat : science-fiction, actions coup de poing et polémiques

La crise climatique est abordée cette année au Festival de Cannes à travers deux films français : "Acide", qui explore un monde en proie à des pluies toxiques et "Le règne animal" dans lequel une mystérieuse épidémie provoque la dégénérescence de l'espèce humaine. En parallèle, des militants ont mené plusieurs actions pour dénoncer la pollution des avions privés et mega-yachts, utilisés en masse durant la quinzaine.

A lors qu'ils s'apprêtaient à décoller de l'aéroport de Cannes-Mandelieu, samedi 20 mai, les passagers d'un avion privé ont fait une bien curieuse rencontre. Sur la piste, une voiture télécommandée leur barre le chemin, dégageant un nuage de fumigènes verts, empêchant tout départ. Cette action pour le moins originale a été revendiquée par le groupe militant écologiste Extinction Rébellion pour "mettre en lumière l'absurdité du mode de vie des ultra-riches".

"Est-ce bien l'heure de brûler ces litres de kérosène pour fouler quelques secondes un Tapis rouge ? Stop aux jets privés, les projecteurs sont ailleurs" s'est insurgé sur Twitter le collectif postant les photos de son action.

Si de prime abord cet événement peut paraître quelque peu anecdotique, il n'est pas le seul du genre à avoir eu lieu durant le Festival de Cannes. Le même jour, une quinzaine de militants d'Attac ont déployé une longue banderole avec inscrit "Ne laissons pas les ultra-riches détruire la planète", devant quatre énormes yachts à Port Canto, dans le vieux port de la ville.

"Alors que nous devons collectivement et individuellement réduire nos émissions de gaz à effets de serre, le Festival de Cannes est un spectacle indécent, avec ses stars arrivant en jet privé avant d'aller prendre l'apéro sur un yacht" a dénoncé le groupe dans un communiqué, fustigeant les deux poids, deux mesures entre les "classes populaires et moyennes à qui l'on demande des efforts de sobriété" et "les stars et les milliardaires qui s'exonèrent des efforts collectifs".

Selon les estimations du compte "Mega yacht CO2 tracker", qui surveille de près l'activité de ces embarcations de luxe sur la Croisette, une heure d'utilisation génère environ 2 tonnes d'émissions de Co2, soit près d'un quart de l'empreinte carbone moyenne annuelle d'un français.

Les stars d'Hollywood dans le viseur

Pour faire entendre leur voix durant le Festival de Cannes, les activistes écologistes impliqués sur ces actions n'hésitent pas à utiliser la technique du "name and shame" pour faire pression sur les gros pollueurs en s'attaquant à leur image. Après les critiques visant la visite de Tom Cruise en 2022, avec arrivée en hélicoptère et survol de la patrouille de France, ce sont désormais les hobbies d'une autre superstar d'Hollywood qui créent la controverse : Harrison Ford, reçu en grande pompe sur la Croisette pour présenter "Indiana Jones et le Cadran de la Destinée".

Dimanche, lors d'une interview sur France 2, l'acteur s'est lancé dans un véritable plaidoyer en faveur de la cause climatique. "Si on ne se bouge pas le cul maintenant, on va perdre cette planète !" a-t-il martelé avec ferveur, accusant les climatocceptiques



d'avoir engendré cette situation par leur déni.

Impliqué dans de nombreuses causes humanitaires, Harrison Ford s'était déjà exprimé sur le sujet à la tribune de l'ONU.

Problème ? La star n'est pas tout à fait une blanche colombe en matière de sobriété énergétique. Accro au pilotage, il possède lui-même plusieurs avions privés et a déclaré par le passé "être tellement passionné par l'aviation" qu'il lui arrivait "souvent de remonter la côte pour aller manger un cheeseburger".

Écologie en perte de vitesse ?

Ces accusations de double discours sur la question climatique ne sont pas réservées aux superstars de la Croisette. En 2021, le secrétaire général du festival Thierry Frémaux ainsi que son ancien président Pierre Lescure avaient annoncé douze mesures écologiques, visant à réduire drastiquement les déchets plastiques, à passer aux véhicules électriques et à favoriser le recyclage des matériaux et notamment du célèbre tapis rouge.

Pour compenser l'énorme pollution générée par les déplacements des stars en avion, le Festival de Cannes a également adopté une politique de financement de projets écologiques. Mais son projet phare, censé garantir la protection d'une forêt au Zimbabwe, a été vertement épinglé dans une enquête du site d'investigation Disclose, publiée quelques jours avant l'ouverture de cette 76e édition. Les organisateurs y sont accusés de s'adonner au "greenwashing".

En 2021, une "sélection éphémère" spéciale climat avait également été mise en place par les organisateurs afin "d'incarner cinématographiquement" l'engagement pour l'environnement du festival. Celle-ci présentait notamment des films de Cyril Dion, Aïssa Maïga et Louis Garrel, sur l'extinction des espèces, la sécheresse au Niger ainsi que la prise de conscience écologique chez les plus jeunes.

"Nous sommes le premier festival à afficher des convictions environnementales" se félicitait alors Thierry Frémaux, estimant que "la prise de

conscience et la défense de la planète se jouent aussi au cinéma". Force est de constater pourtant que ces deux dernières années les questions climatiques se sont faites plus discrètes au sein des films projetés à Cannes.

Mutations et pluies acides

Lors de l'édition 2023, deux longs métrages français abordent tout de même cette thématique par le biais de la science-fiction. Présenté en ouverture d'Un certain regard, "Le règne animal" de Thomas Cailley plonge Romain Duris et Adèle Exarchopoulos dans un monde en proie à une mystérieuse épidémie qui génère des mutations animales chez les humains. Mêlant échanges intimistes et scènes spectaculaires, ce long-métrage fantastique explore la relation de l'Homme à son environnement ainsi que la question de la transmission.

"Acide", de Just Philippot avec Guillaume Canet, est un drame d'anticipation cauchemardesque, dans lequel des pluies toxiques, générées par la pollution, viennent rompre une période d'intense sécheresse. Présenté dans la section parallèle Acid, dédiée au cinéma novateur et expérimental, ce film se distingue par son mode de production vertueux qui lui a valu d'obtenir dimanche le prix Ecoprod, créé en 2022 pour récompenser, chaque année durant le Festival de Cannes, le film le plus écoresponsable.

"Acide" est un ovni cinématographique profondément angoissant qui parvient à retranscrire avec une efficacité redoutable le climat d'anxiété qui monte et qui envahit l'espace médiatique jusqu'au point de bascule.

Dans le film, tous les personnages ne perçoivent pas la menace climatique de la même manière. "C'est la fin du monde tous les deux jours" lance un soir Michael, interprété par Guillaume Canet, en éteignant les infos, suscitant une dispute avec sa fille, visiblement plus lucide sur les événements à venir. Pourtant, à ce stade, les états d'âmes personnels importent peu. Car lorsque les pluies acides arrivent, elles n'épargnent personne.

Formation sur la préparation, la réponse et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures pour les parties prenantes locales

Des responsables publics, chargés de responsabilités dans le cadre de la National Oil Spill Contingency, se sont réunis à l'hôtel Le Labourdonnais Waterfront, à Port Louis, pour une formation de niveau 3 de trois jours sur la préparation, la réponse et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC). La formation est une initiative du ministère de l'Économie Bleue, des ressources marines, de la pêche et de la navigation en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI).

Le vice-premier ministre, ministre des Collectivités Locales et de la Gestion des Risques de Catastrophes, Dr Mohammad Anwar Husnood, a procédé, à la cérémonie d'ouverture de la formation, en présence du ministre de l'Économie Bleue, des Ressources Marines, de la Pêche et de la Navigation, M. Sudheer Maudhoo, et d'autres personnalités.

La Convention OPRC est entrée en vigueur à Maurice le 2 mars 2000. Ses principaux objectifs sont de faciliter la coopération internationale et l'assistance mutuelle dans la préparation et la réponse à un incident de pollution marine, et d'encourager les Parties à développer et à maintenir une capacité adéquate pour faire face aux hydrocarbures. urgences polluantes.

L'objectif de la formation de niveau 3 de trois jours est d'améliorer les compétences des principaux gestionnaires et administrateurs, des commandants sur place et



d'autres parties prenantes sur la gestion sûre, efficace et efficiente de la pollution par les hydrocarbures. Les questions à discuter au cours de la formation comprennent le plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures ; gestion et organisation de la réponse ; politique de réponse ; relations avec les médias ; et les réclamations et indemnités liées à la marée noire internationale, nationale et locale.

Dans son allocution, le vice-premier ministre a souligné que l'échouement du MV Wakashio a provoqué une catastrophe écologique sans précédent impactant la flore et la faune, l'industrie du tourisme et

les moyens de subsistance des pêcheurs. Il a déclaré que l'incident a ouvert les yeux des autorités pour renforcer la gouvernance existante, ainsi que les mécanismes institutionnels et opérationnels pour mieux gérer et diriger les futures crises et urgences dans des environnements dynamiques et complexes.

Rappelant l'étendue de la zone économique exclusive du pays, le Dr Husnood a affirmé que le gouvernement ne ménageait aucun effort en prenant de nombreuses mesures pour renforcer la capacité de préparation, de prévention et de réponse aux déversements d'hydrocarbures dans

les eaux mauriciennes.

Selon le Dr Husnood, le risque d'accident de marée noire dans les eaux mauriciennes reste élevé avec le passage de quelque 40 000 navires par an. Il a ainsi informé que le gouvernement avait sollicité l'assistance de plusieurs pays et organisations pour la formation des différents organismes locaux chargés de l'application de la loi en cas de futurs déversements d'hydrocarbures.

Le vice-Premier ministre a saisi l'occasion pour remercier l'OMI pour l'aide apportée dans le cadre du Programme intégré de coopération technique et pour son soutien continu. Il a mentionné les différents cours de niveau 1 et 2 de l'OMI suivis par des responsables mauriciens concernant la pollution par les hydrocarbures, la préparation et la réponse.

Le vice-premier ministre a également souligné que le renforcement des capacités et la formation étaient essentiels pour sauvegarder la vie des citoyens, les fonctions vitales de l'économie et les moyens de subsistance des personnes. Il était d'avis que le cours de formation contribuerait à améliorer les connaissances des participants afin de mieux comprendre les complexités de la gestion et de la réponse aux déversements d'hydrocarbures tout en tenant compte des pressions politiques et médiatiques, des implications juridiques et financières, de la réponse du public et de la sécurité du personnel, comme exigences post-opérationnelles.

Maurice se joint à l'événement indien G20 Mega Beach Clean Up

Une activité de nettoyage des plages et du lagon a été organisée, par le ministère de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique et l'Autorité des Plages, en collaboration avec le Haut Commissariat de la République de l'Inde, sur la plage publique de Flic-en-Flac, dans le cadre de la présidence indienne du G20.

Simultanément, un événement G20 Mega Beach Clean Up s'est tenu à Mumbai, pour lancer la troisième réunion du groupe de travail sur la durabilité de l'environnement et du climat (ECSWG), sous la présidence indienne du G20. L'initiative de la campagne de nettoyage des plages a également eu lieu sur plus de 30 plages en Inde, dans les pays du G20 et dans les pays invités par l'Inde en tant qu'invités au sommet du G20 2023.

L'objectif était de sensibiliser au problème croissant de la pollution côtière et de promouvoir un engagement communautaire solide. Conformément au « Plan d'action du G20 sur les déchets marins », les pays du G20 s'étaient engagés à réduire, réutiliser et recycler les déchets plutôt que de les jeter dans l'océan.

Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Kavydass Ramano, et le Haut-Commissaire adjoint de l'Inde à Maurice, M. Vimarsh Aryan, ont ainsi rejoint une centaine de Mauriciens et membres de la diaspora indienne à Maurice dans le nettoyage des plages et des



lagon activité à Flic-en-Flac.

Dans son allocution de circonstance, le ministre Ramano a déclaré que la protection et la préservation de l'environnement, y compris nos zones côtières, étaient l'une des principales priorités du gouvernement. Il a informé que la mise en œuvre de la première phase du plan de gestion des plages était terminée à Mont Choisy, Belle Mare et Flic-en-Flac.

Le plan de gestion des plages fournit un cadre et des lignes directrices concernant la gestion et l'amélioration des plages publiques conformément aux efforts du gouvernement pour protéger, préserver et conserver les plages côtières tout en garantissant le confort, la sécurité et la sûreté des baigneurs.

Selon M. Kavydass Ramano,

d'autres régions ont été identifiées, dans le cadre du plan de gestion des plages, pour l'exécution des travaux d'infrastructure côtière nécessaires afin de moderniser les plages publiques avec des équipements appropriés. Il évoque ainsi la mise en place d'espaces dédiés à la baignade, au camping, aux opérateurs économiques et aux activités récréatives dans l'intérêt des baigneurs et de l'utilisation durable des plages locales.

Pour sa part, le Haut Commissaire adjoint de l'Inde à Maurice a souligné que les pays du G20 représentaient 45 % des côtes mondiales et 21 % des zones économiques exclusives. M. Aryan a déclaré que l'événement de nettoyage visait à sensibiliser les gens non seulement à Maurice, mais aussi dans les pays du G20 et dans les neuf pays invités au sommet du G20 2023 en Inde.

Il est rappelé que la République de l'Inde assume la présidence du G20 pour un an du 1er décembre 2022 au 30 novembre 2023. Maurice a été invité par le gouvernement indien en tant que pays hôte pour le sommet du G20 pendant sa présidence, y compris les dirigeants du G20 ' Sommet au niveau des chefs d'État/de gouvernement, prévu les 09 et 10 septembre 2023 à New Delhi.

Maurice a déjà participé à plusieurs initiatives, notamment la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20 tenue à New Delhi, la première réunion Sherpa tenue à Udaipur, au Rajasthan, et la première réunion du groupe de travail sur le développement tenue à Mumbai.

Le Premier ministre Jugnauth rencontre des représentants d'organisations socioculturelles

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a rencontré, des représentants de la Hindi Speaking Union, de la Urdu Speaking Union et du Mauritius Tamil Cultural Centre Trust, au New Treasury Building à Port Louis. Le ministre des Arts et du Patrimoine culturel, M. Avinash Teeluck, était également présent.

Dans une déclaration, le Premier ministre Jugnauth a souligné que la réunion était cordiale et s'est concentrée sur les terres domaniales à proximité de la Côte d'Or à proposer à l'Union de langue hindi, à l'Union de langue ourdoue, au Mauritius Tamil Cultural Centre Trust et au Association Catholique Indo Mauricienne afin qu'ils puissent mettre en œuvre leurs projets.

Le Premier ministre a rappelé que le gouvernement avait précédemment mis à la disposition des organismes privés, ministères et organismes parapublics un certain nombre de terrains domaniaux situés à Réduit à aménager sous certaines conditions. Il a indiqué qu'à la suite d'importants aménagements en cours dans la région du Réduit, le gouvernement a revu la situation en ce qui concerne les terres qui y sont affectées et a pris la décision de récupérer toutes les terres non utilisées jusqu'à présent.

Cependant, a-t-il souligné, le gouvernement a offert une alternative aux quatre organisations et, un terrain facilement accessible à La Vigie, leur a été proposé pour mettre en œuvre leurs projets. Il a souligné que certains des membres remettaient en question les terres offertes à La Vigie et que le gouvernement proposait ainsi des terres domaniales dans les environs de la Côte d'Or.

Par ailleurs, le Premier ministre Jugnauth a informé que le ministre des Arts et du Patrimoine culturel a déjà pris les dispositions nécessaires pour que les représentants des quatre organisations impliquées effectuent une visite de site en Côte d'Or prochainement pour faire le point sur le site proposé. Ils auront désormais le choix entre le terrain de La Vigie et celui de la Côte d'Or avant de prendre leur décision, a-t-il ajouté.

Il a, par ailleurs, rassuré l'engagement du gouvernement à trouver la meilleure solution possible pour que ces organisations puissent aller de l'avant avec leurs projets.

France

Le financement de la transition écologique, sujet épineux pour le gouvernement

Le rapport sur le financement de la transition écologique remis lundi par l'économiste Jean Pisani-Ferry à la Première ministre Élisabeth Borne propose deux pistes jusqu'ici considérées comme des lignes rouges par le gouvernement : l'endettement et la taxation des plus riches. Les premières oppositions n'ont pas tardé à se faire entendre.

La Première ministre Élisabeth Borne l'a rappelé, lundi 22 mai, lors de la présentation de son plan d'action de lutte contre le réchauffement climatique devant le Conseil national de la transition écologique (CNTE) : "Pour atteindre nos objectifs en 2030, nous devons doubler le rythme de baisse de nos émissions de gaz à effet de serre". Le chemin à parcourir est immense et va nécessiter des investissements importants de la part de l'État. Mais la question du financement a été soigneusement évitée par la cheffe du gouvernement.

Celle-ci est pourtant cruciale et est traitée dans un rapport remis à Élisabeth Borne le même jour par l'économiste Jean Pisani-Ferry. Intitulé "Les incidences économiques de l'action pour le climat", il souligne que la transition vers une économie décarbonée ne pourra réussir sans aider les ménages et alourdir la dette publique.

"La décarbonation va appeler à un supplément d'investissement" public et privé de 66 milliards d'euros par an, affirme le document dont la rapporteure est l'inspectrice générale des finances Selma Mahfouz.

Les années qui viennent sont qualifiées de "décennie de toutes les difficultés" avec des besoins massifs pour financer les nouvelles mobilités, l'industrie verte ou l'isolation des bâtiments, ou encore pour compenser l'effondrement du puits de carbone forestier français.

Pour Jean Pisani-Ferry, l'État ne doit pas hésiter à recourir à l'endettement. "Il y a beaucoup de mauvaises raisons de s'endetter, et le climat n'en est pas une ! Quand vous devez investir massivement sur une

période courte, et que le retour sur ces investissements est prévu seulement au-delà de cette période, c'est précisément une raison de recourir à la dette publique", affirme-t-il dans un entretien publié lundi 22 mai par Le Monde.

Convaincre les Français que "la charge est équitablement répartie"

Selon les préconisations de son rapport, l'endettement de l'État pour financer la transition écologique devrait s'alourdir "de l'ordre de dix points de PIB en 2030 [soit au moins 280 milliards d'euros, NDLR], quinze points en 2035, vingt-cinq points en 2040".

Une politique en contradiction avec les objectifs de désendettement affichés par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui entend faire revenir la France dans les clous du pacte de stabilité européen avec un déficit inférieur à 3 % du PIB. Le Programme de stabilité (PSATB) 2023-2027 transmis par Bercy à Bruxelles fin avril prévoit ainsi un "retour à des comptes publics normalisés une fois les crises sanitaires et de l'énergie passées" avec un déficit public qui "reviendrait sous le seuil de 3 % de PIB à l'horizon 2027".

Autre ligne rouge du gouvernement franchie par Jean Pisani-Ferry, qui avait pourtant chapeauté l'équipe en charge du programme d'Emmanuel Macron en 2017 : taxer les plus riches. "Pour financer la transition (...), un accroissement des prélèvements obligatoires sera probablement nécessaire. Celui-ci pourrait notamment prendre la forme d'un prélèvement exceptionnel, explicitement temporaire et calibré ex ante en fonction du coût anticipé de la transition pour les finances publiques, qui



pourrait être assis sur le patrimoine financier des ménages les plus aisés", peut-on lire dans le rapport remis à la Première ministre.

"D'ici à 2050, ce prélèvement pourrait représenter de l'ordre de 5 milliards d'euros par an. Ce n'est pas uniquement une question de ressources : il s'agit de convaincre les Français de ce que la charge est équitablement répartie", affirme Jean Pisani-Ferry au Monde.

L'épisode des Gilets jaunes a en effet montré que l'équité fiscale devait être au cœur des politiques de transition écologique. La taxe carbone sur les carburants annoncée par le gouvernement en 2018 faisait proportionnellement peser un fardeau trop lourd sur les classes populaires et une partie des classes moyennes, qui ont alors exprimé leur mécontentement sur les ronds-points.

"Dans ce contexte, il est attendu des politiques climatiques qu'elles soient efficaces, mais aussi qu'elles soient justes", souligne le rapport.

"Nous n'augmenterons pas les impôts"

"C'est intolérable pour les gens de s'entendre dire : 'Vous ne pouvez plus utiliser votre voiture thermique', alors que les plus aisés vont simplement payer leur week-end à Rome un peu plus cher", ajoute Jean Pisani-Ferry toujours dans Le Monde.

Un discours qui ravit la gauche, qui pro-

pose depuis plusieurs années la création d'un "ISF climatique", mais avec lequel n'est absolument pas en phase le gouvernement. Si le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a déclaré lundi soir, dans l'émission Quotidien, que taxer les plus riches n'était "pas un sujet tabou" car "on ne peut pas ne pas regarder en face la question des inégalités et une contribution", d'autres éminents membres du gouvernement y sont clairement opposés.

"La transition écologique peut être autofinancée par les transformations qui sont nécessaires pour la rendre possible", a soutenu le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, mardi matin sur France Inter, disant préférer "quelque chose qui transforme" plutôt que "quelque chose de punitif". "Si une taxe suffisait à transformer notre pays et à verdir la planète, ce serait formidable. Mais je ne crois pas que ce soit vraiment l'enjeu. C'est plutôt de nous embarquer tous dans des changements de comportements, de modes de consommation et de mode de production", a-t-il ajouté.

Même réflexe chez le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, invité de la matinale de RTL : "Je ne pense pas que ce soit la solution. Nous n'augmenterons pas les impôts", a-t-il tranché, expliquant qu'il fallait en revanche "verdir notre fiscalité". La question du financement de la transition écologique n'a pas fini de faire débat.

Environnement : la vie de 2 milliards de personnes menacées par le réchauffement climatique

Une étude publiée par le journal scientifique Nature Sustainability indique que la hausse des températures menace la vie de près de deux milliards de personnes si rien n'est fait. Comment expliquer qu'autant de personnes soient concernées ? Ce nombre peut-il être limité ? Décryptage.

« D'ici la fin du siècle (2080-2100), les politiques actuelles conduisant à un réchauffement climatique de +2,7°C pourraient laisser un tiers de la population de la planète en dehors de la niche climatique ». Dans une étude intitulée « quantifier le coût humain du réchauffement climatique » publiée le 22 mai dans la revue Nature Sustainability, des scientifiques alertent sur les conséquences potentiellement mortelles du réchauffement climatique sur deux milliards de personnes.

Pourquoi la hausse des températures est-elle dangereuse ?

Le rapport dresse la liste de plusieurs conséquences de la hausse des températures. Les fortes températures ont ainsi des impacts sanitaires. Elles sont responsables de « conséquences négatives sur les grossesses et de la hausse de la mortalité », indique l'étude de Nature Sustainability. Si la chaleur est associée à une hausse du taux d'humidité, elle devient plus dangereuse. Au printemps 2022, le Pakistan et le nord de l'Inde ont connu une canicule inédite, avec des températures frôlant parfois les 50°C. Couplé à un taux d'humidité pouvant atteindre 50% à 60%, l'épisode caniculaire est beaucoup plus dangereux car « il n'y a plus de transpiration possible », expliquait Fabio D'Andrea, chercheur au CNRS au laboratoire de

météorologie dynamique de l'École normale supérieure de Paris, dans une interview au quotidien français Libération en avril 2022. La transpiration a pour fonction de refroidir le corps.

Celles-ci « diminuent la productivité au travail, la performance cognitive, l'apprentissage. » Interrogée par le quotidien français Le Figaro en juin 2021, la chercheuse à l'Organisation Internationale du Travail Catherine Saget explique que « à partir de 24-25 degrés, les études physiologiques montrent qu'il fait trop chaud pour travailler à un rythme normal. » Ainsi, plus la température augmente, moins la productivité est importante.

Par ailleurs, l'étude indique que « les fortes températures peuvent aussi générer des conflits et des migrations vers des zones où la température est moins élevée. » En effet, la hausse des températures ne touche pas la planète de la même manière. En mars 2023, Élise Naccarato, responsable climat chez Oxfam France expliquait à TV5MONDE que « par exemple, +2,7°C au niveau mondial, cela signifie +4°C en Europe occidentale. » En même temps, « il y a des endroits dans le monde qui sont plus vulnérables géographiquement à certains phénomènes climatiques », explique-t-elle.

Les experts de l'étude de Nature Sustainability ont identifié plusieurs pays où la hausse des températures sera ressentie de manière plus grave au sein de la population. En tête du classement, il y a l'Inde, où en 2100, près de 600 millions de personnes seront à risque. Vient ensuite le Nigeria, où 300 millions de personnes seront concernées, puis l'Indonésie (100 millions de personnes), les Philippines et le Pakistan (80 millions de personnes), les pays du

Sahara et du Sahel et le Niger.

La catastrophe peut-elle être évitée ?

Selon les estimations des chercheurs, avec chaque 0,10°C supplémentaire, 140 millions de personnes en plus sont exposées à une chaleur dangereuse. L'étude précise toutefois que « lors de l'évaluation des risques, il est important d'envisager les scénarios les plus défavorables. » C'est pour cela qu'ils ont montré que si la tendance actuelle se poursuivait, la vie de 2 milliards de personnes serait menacée d'ici la fin du siècle. Cependant, ce n'est pas la seule alternative possible.

« Globalement, passer d'un réchauffement de +2,7°C comme c'est le cas avec les politiques actuelles à la réalisation de l'objectif de +1,5°C de l'accord de Paris réduit l'exposition des populations aux fortes chaleurs de 22% à 5% », indiquent les scientifiques dans l'étude.

Pour rappel, l'accord de Paris est un traité sur le climat qui vise à maintenir la hausse de la température moyenne en dessous de 2°C par rapport à l'époque pré-industrielle, en limitant cette augmentation à 1,5°C. Ainsi, en suivant les objectifs fixés lors de la COP21, au lieu de 2,8 personnes laissées en dehors de la niche climatique, 1,3 milliard de personnes seraient concernées.

« Ainsi, chaque diminution de 0,3 °C du réchauffement à la fin du siècle réduit l'exposition à la chaleur de 4,3 %, ce qui concerne 410 millions de personnes. » En résumé, si les dirigeants font en sorte de respecter les engagements pris lors de la COP21, moins de personnes seront mises en danger par la hausse des températures.

Intelligence artificielle : une fausse image d'une explosion au Pentagone brièvement virale

Une fausse image montrant une explosion au Pentagone est brièvement devenue virale sur Twitter ce lundi 22 mai. Elle a causé un léger affaissement des marchés pendant dix minutes relançant le débat autour des risques liés à l'intelligence artificielle (IA).

La fausse photographie, apparemment réalisée avec un programme d'IA générative (capable de produire du texte et des images à partir d'une simple requête en langage courant). Elle a obligé le ministère américain de la Défense américain à réagir.

"Nous pouvons confirmer qu'il s'agit d'une fausse information et que le Pentagone n'a pas été attaqué aujourd'hui", a déclaré un porte-parole.

Les pompiers de la zone où se trouve le bâtiment (à Arlington, près de Washington) sont aussi intervenus pour indiquer sur Twitter qu'aucune explosion ou incident n'avait eu lieu, ni au Pentagone ni à côté.

L'image semble avoir fait légèrement décrocher les marchés pendant quelques minutes, le S&P 500 perdant 0,29% par rap-



port à vendredi 18 mai avant de se reprendre.

"Il y a eu une baisse liée à cette fausse information quand les machines l'ont détectée", a relevé Pat O'Hare de Briefing.com, faisant référence aux logiciels de trading automatisés qui sont programmés pour réagir à des publications sur les réseaux soci-

aux.

Une image relayée par des conspirationnistes de QAnon

"Mais le fait qu'elle soit restée mesurée par rapport à la teneur de cette fausse info suggère que d'autres l'ont aussi jugée vaiseuse", a-t-il ajouté pour l'AFP.

Un compte de la mouvance conspira-

tionniste QAnon a été parmi les premiers à relayer la fausse image, dont la source n'est pas connue.

L'incident intervient après que plusieurs fausses photographies produites avec de l'IA générative aient été largement relayées pour montrer les capacités de cette technologie, comme celle de l'arrestation de l'ancien président américain Donald Trump ou celle du Pape en doudoune.

Les logiciels comme DALL-E 2, Midjourney et Stable Diffusion permettent à des amateurs de créer de fausses images convaincantes sans avoir besoin de maîtriser des logiciels d'édition comme Photoshop.

Mais si l'IA générative facilite la création de faux contenus, le problème de leur dissémination et de leur viralité - les composantes les plus dangereuses de la désinformation - relève lui des plateformes, rappellent régulièrement des experts.

"Les utilisateurs se servent de ces outils pour générer des contenus plus efficacement qu'avant (...) mais ils se répandent toujours via les réseaux sociaux", a souligné Sam Altman, le patron d'OpenAI (DALL-E, ChatGPT), lors d'une audition au Congrès mi-mai.

Royaume-Uni

Pour réduire l'immigration, Londres s'attaque aux visas étudiants

Le gouvernement britannique veut mettre des obstacles au regroupement familial pour les étudiants étrangers. Le pays a enregistré une immigration nette record de 500'000 personnes en un an.

À la peine pour remplir sa promesse de réduire l'immigration après le Brexit, le gouvernement britannique a annoncé, mardi, son intention de restreindre drastiquement le regroupement familial pour les étudiants étrangers. Le Royaume-Uni a déjà enregistré une immigration nette record d'un demi-million de personnes, entre juin 2021 et juin 2022, et de nouveaux chiffres attendus cette semaine devraient confirmer la tendance, embarrassante pour l'exécutif conservateur dirigé par Rishi Sunak.

Alors que les prestigieuses universités britanniques attirent de nombreux étrangers, les nouvelles restrictions sur les visas étudiants «réduiront considérablement le solde migratoire, en limitant la possibilité, pour les étudiants étrangers, de faire venir des membres de leur famille», indique le gouvernement.

Ces mesures, qui entreront en vigueur en janvier, concernent tous les étudiants, «à l'exception des chercheurs de troisième cycle». Par ailleurs, les étudiants étrangers ne pourront plus passer du visa étudiant au visa travail avant d'avoir terminé leurs études.

De 16'000 à 136'000 visas en trois ans

Le gouvernement promet d'agir contre les «agents sans scrupule», qui utilisent les visas étudiants comme route migratoire. En 2022, environ 136'000 visas ont été délivrés à des



personnes à la charge des étudiants étrangers, contre 16'000 en 2019, selon les chiffres du gouvernement. «Nous avons vu une augmentation sans précédent du nombre de personnes à la charge des étudiants arrivant dans le pays avec des visas», a relevé la ministre de l'Intérieur, Suella Braverman.

Elle a jugé que les nouvelles mesures représentaient un «juste équilibre» et permettraient, «à moyen terme», de faire revenir le solde migratoire au niveau d'avant-Covid.

Les universités montent au front

Les réactions ont été vives du côté des universités, qui craignent de perdre, avec les étrangers qui payent des frais de scolarité exorbitants, une source vitale de revenus et une partie de leur attractivité sur la scène mondiale.

Le Russell Group, qui représente les établissements les plus prestigieux comme Oxford ou Cambridge, s'est inquiété de mesures qui vont affecter

les efforts «de diversification des recrutements internationaux». «Ceux qui choisissent d'étudier au Royaume-Uni, d'où qu'ils viennent, apportent une valeur considérable à notre société et méritent de vivre aux côtés de leurs proches pendant leurs études», a critiqué Jo Grady, secrétaire général du syndicat de l'enseignement supérieur UCU. «Au lieu de cela, ils sont traités avec mépris.»

Tâche compliquée pour le gouvernement

La question du contrôle de l'immigration a dominé les débats pendant la campagne de 2016, qui a abouti au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Mais le gouvernement conservateur n'est pas parvenu, depuis, à faire baisser l'immigration légale et illégale, malgré la promesse de reprendre le contrôle des frontières. En 2022, plus de 45'000 migrants, un record, ont traversé la Manche illégalement.

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

In the matter of:

ABMINES INVESTMENT

Notice is hereby given that "ABMINES INVESTMENT" of c/o Tri-Pro Administrators Ltd, Level 5 Maeva Tower, Bank Street, Cybercity, Ebene, Republic of Mauritius is applying to the Registrar of Companies for removal from the Register of Companies, under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 on the ground that:-

"The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001."

Objections or claims if any should be lodged with the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 19 May 2023

Director

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

In the matter of:

Proef Mauritius Investments

Notice is hereby given that "Proef Mauritius Investments" of c/o Tri-Pro Administrators Ltd, Level 5, Maeva Tower, Bank Street, Cybercity, Ebene, Republic of Mauritius is applying to the Registrar of Companies for removal from the Register of Companies, under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 on the ground that:-

"The Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with the Companies Act 2001."

Objections or claims if any should be lodged with the Registrar of Companies not later than 28 days from the date of this notice.

Dated this 19 May 2023

Director

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001 OF THE REPUBLIC OF MAURITIUS

In the matter of:

Interspan Capital Limited

Notice is hereby given:

That **Interspan Capital Limited**, an Authorised Company, having its Registered Office at c/o Port Louis Management Services Ltd, 3rd Floor, Harbour Front Building, President John Kennedy Street, Port Louis, Republic of Mauritius, is to be removed from the Register of Companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001 of the Republic of Mauritius. The company has ceased to operate, has discharged all its debts and liabilities and has no surplus assets to distribute among its member in accordance with the Companies Act 2001.

That objection to the removal under section 313 of The Companies Act 2001, if any, should be lodged with the Registrar of Companies, Companies Division, Ground Floor, One Cathedral Square, Pope Hennessy Street, Port Louis, Republic of Mauritius, not less than 28 days after the date of the notice.

Dated this 24th May 2023

For and on behalf of:
PORT LOUIS MANAGEMENT SERVICES LTD
(Registered Agent)

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Azaad ROHOMUTHALLY** electing his legal domicile in the office of the undersigned Attorney-at-Law, has applied to the Honourable Attorney-General for leave to change his name **Azaad** into those of **Muhammad Azaad** so that in the future he shall bear the names and surname of **Muhammad Azaad ROHOMUTHALLY**.

Objections, if any, should be filed in the registry of the Office of the Attorney-General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 18th day of May 2023.

H. B. ALLY ROJUBALLY
Of 501, Sterling Tower, 14, Poudriere Street, Port Louis.
ATTORNEY FOR THE APPLICANT

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Mr Kheman Kumar RAMCHURN** c/o Mrs Mirella ASSOO of 18, Rue Maxime Chan-King, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his names **Kheman Kumar** into that of **Julien**, so that in the future, he shall bear the name and surname of **Julien RAMCHURN**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 17th day of May 2023.
Mr Kheman Kumar RAMCHURN
Applicant

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Mr Girinder Jayshav CAUSSY** c/o Mr Rameswar GHOORBIN of Debarcadere Road, Saint François, Grand Gaube, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his names **Girinder Jayshav** into that of **Bhavyamm**, so that in the future, he shall bear the name and surname of **Bhavyamm CAUSSY**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 22nd day of May 2023.
Mr Girinder Jayshav CAUSSY
Applicant

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 28th day of September, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (*Courtroom No. 23*), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de SIX ARPENTS SIX CENTIEMES (6.06 A), soit VINGT CINQ MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT METRES CARRES ET QUARANTE SEPT CENTIEMES (25,578.47 M²) située au quartier de la Rivière du Rempart lieudit Sans Souci. Il a été fait observer qu'au titre de propriété que la dite portion de terrain a été depuis arpenté et trouvée être de la contenance de TRENTE DEUX MILLE NEUF CENT SIX DECIMAL QUATRE VINGT TREIZE METRES CARRES (32,906.93 M²) par M. Ravindranath Bhurtun, arpenteur juré, en date du 15/02/2012 enregistré au Reg :- LS 99/7444, comme suit :- (**PIN Number :- 1317050160**) Du premier côté, par un chemin commun de QUATRE METRES (4 M 00) de large sur CENT HUIT METRES TRENTE TROIS (108 M 33) ; Du deuxième côté, encore par un chemin commun de QUATRE METRES (4 M 00) de large sur TROIS CENT SEPT METRES ZERO NEUF (307 M 09) ; Du troisième côté, par un chemin commun de QUATRE METRES (4 M 00) de large, sur CENT HUIT METRES QUATRE VINGT DIX HUIT (108 M 98) ; Et du quatrième côté, partie par un terrain appartenant à Ramsaran ou ayants droit et partie par un terrain appartenant à M. Jim Joseph Damour, sur DEUX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF METRES ZERO QUATRE (299 M 04) ; Together with all buildings, constructions and plantations erected and/or to be erected thereon, and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever without any exception or reservation, the whole as morefully described in title deeds drawn up by Mr. Joseph Ignace Pierre Avrillon, Late Notary Public, on the 29/03/2012 registered and transcribed on the 04/04/2012 in TV 8432/3.».

Land Zoning:- Agricultural Site:- The rectangular shaped corner plot of land has an uneven topography with a frontage of 108.98 metres to a 4 metre wide common road, a return frontage of 307.09 metres to another 4 metre wide common road and another return frontage of 108.33 metres to another common road. The Mon Choisy – Cap Malheureux Road B 13 is about 680 metres away from subject property. Land is covered with shrubs, bushes and tall trees. Access:- Access to property is by means of an untarred agricultural track. Services:- Electricity and domestic water supply are available not available on or near site. Neighbourhood:- Neighbourhood mainly consists of land under agricultural use.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Louis Patrick Gerard VERLOPPE and Anor.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 22nd day of May, 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in Charge of the sale.

NOTICE UNDER SECTION 187 OF THE
INSOLVENCY ACT 2009

EXCHANGE VENTURES LIMITED (IN RECEIVERSHIP)
EXCHANGE JUHU LIMITED (IN RECEIVERSHIP)
[Collectively referred to as the Companies]

Notice is hereby given that I, Ms. Mariam Bibi Rajabally, FCA, of 9th Floor, Ebene Tower, 52 Cybercity, Ebene, hereby inform you that, I have been appointed as the Receiver & Manager of the Companies pursuant to sections 183 and 185 of the Insolvency Act 2009 with effect from 22 May 2023 at 10:15 hours.

Notice is also given that any person, who reckons that the Companies hold property belonging to him/her or property in which he/she has rights, should submit his/her claim in writing to the Receiver & Manager with all supporting documents in respect of such ownership or right.

All persons holding any property, documents, books, and records of the above Companies are requested to deliver them forthwith to the Receiver & Manager.

Further notice is given that all sums due to the Companies should be payable to the Receiver & Manager and receipts for such payments shall only be valid if they bear the signature of the Receiver & Manager or his duly appointed representative/s.

All correspondences should be addressed to:

Mariam Bibi Rajabally, FCA
Receiver & Manager

EXCHANGE VENTURES LIMITED (IN RECEIVERSHIP)
EXCHANGE JUHU LIMITED (IN RECEIVERSHIP)

C/o 9th Floor, Ebene Tower
52 Cybercity, Ebene 72201

Tel : 467 3001
Fax : 454 7311

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 28th day of September, 2023, at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, Supreme Court (New Supreme Court Building) situate at Cnr Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Sale by levy of: "Une portion de terrain de la contenance de HUIT PERCHES (8 P) soit TROIS CENT TRENTE SEPT METRES CARRES ET SOIXANTE SEPT CENTIEMES DE METRE CARRE (337.67 M²), située au quartier des Pamplemousses lieudit 'Pamplemousses' et bornée d'après le titre de propriété ci-après relaté, comme suit :- (PIN Number :- 1202140175) D'un côté, par l'axe d'un chemin de sortie de DIX PIEDS (10') soit TROIS DECIMAL ZERO QUATRE METRES (3.04 M)de large, sur CINQUANTE PIEDS SIX POUCES (50' 6") soit QUINZE DECIMAL TRENTE NEUF METRES (15.39 M) ; Du second côté, par Mme. Beebee Rozeda Bukhory, sur SOIXANTE ET ONZE PIEDS TROIS POUCES (71' 3") soit VINGT ET UN DECIMAL SOIXANTE ET ONZE METRES (21.71 M) ; Du troisième côté, par le terrain de waqf, sur QUARANTE HUIT PIEDS SIX POUCES (48' 6") soit QUATORZE DECIMAL SOIXANTE DIX HUIT METRES (14.78 M) ; Du quatrième et dernier côté, par Mme. Vve. Reetlall Bhagut, sur SOIXANTE QUINZE PIEDS NEUF POUCES (75' 9") soit VINGT TROIS DECIMAL ZERO HUIT METRES (23.08 M) ; Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever, without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Joseph Marcel Joson, Notary Public, on the 23/01/1985 and 15/03/1985, registered and transcribed in TV 1661/96.».

Land:- Zoning:- Residential. Site:- The rectangular shaped land has a relatively even topography with a frontage of 15.39 metres to a 3.06 metre wide common road – Issoop Mamodekhan Street. The site is serviced with all infrastructural utilities and facilities. Access:- Access to property is by means of a tarred and vehicular road; Services:- Electricity and domestic water supply are available on site; Neighbourhood:- Neighbourhood mainly consists of semi-luxurious residential buildings in a heavily built-up residential zone. All amenities including public transport are available in the region.

Building:-

Building 1:- The three storey (ground floor + 2 upper floors) residential building is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a reinforced concrete slab roof;(a) Area – Approximately 240 M² or 2,582.40 ft²; (b) State of repair – Good; (c) Finishes: Openings – Partly metal and partly aluminium glazed doors and windows; Plastering and paint - external walls are rendered and painted.

Building 2:- The four storey (ground floor + 3 floors) building is made of reinforced concrete frame structure with concrete block walls under a reinforced concrete slab roof; (a) Area – Approximately 280 M² or 3,012.80 ft²; (b) State of repair – Good (c) Finishes: Openings – Mainly metal glazed doors and windows. Plastering and paint – External walls are rendered and painted.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Assarkhan OOZEERKHAN and Ors.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 22nd day of May, 2023.

Thierry Koenig SA
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18 Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 28th day of September, 2023 at 1.30 p.m. shall take place before the Master's Court, (*Courtroom No. 23*), 2nd Floor, New Supreme Court Building, Cr Edith Cavell & Desroches St, Port Louis, the Sale by levy of: 1. "*A Fixed Charge by Mr. and Mrs. APOLLON Pierre Harold David Cursley Aldo over the following asset:-* Le droit de surélévation sur CENT CINQUANTE DEUX METRES CARRES (152 M²) à prendre d'un bâtiment résidentiel d'une superficie de DEUX CENT DIX SEPT DECIMAL HUIT METRES CARRES (217.8 M²) construit en blocs de ciment sous dalles, érigé sur deux portions de terrain **contiguës** situés au quartier de Plaines Wilhems, lieu dit Curepipe, savoir :- **La première**, de la contenance de SIX PERCHES ET VINGT CINQ CENTIEMES (6.25 P) soit DEUX CENT SOIXANTE TROIS DECIMAL HUIT DIXIEMES METRES CARRES (263.8 M²) ; Et **La seconde**, de la contenance de VINGT TROIS METRES CARRES (23 M²) et bornée d'après le titre de propriété ci-après relaté, comme suit :- Il a été fait observer au titre de propriété ci-après relaté que les dits terrains forment ensemble DEUX CENT QUATRE VINGT SIX DECIMAL QUATRE VINGT CENTIEMES METRES CARRES (286.80 M²). Avec ensemble une fraction correspondant à SOIXANTE DIX CENTIEMES (0.70) à prendre dans SEPT CENT CINQUANTE NEUF DECIMAL QUARANTE ET UN/MILLIEMES (759.41/1,000èmes) de la propriété du sol du sus dit terrain et des parties communes y attachées. » Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon, and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by Mr. Hassam Seelarbokus, Notary Public, on the 16/10/2006, registered and transcribed on the 19/10/2006 in TV 6349/34. *And 2. A Fixed Charge by Mr. and Mrs. APOLLON Harold Raymond over the following asset:-* Ledit bâtiment résidentiel d'une superficie de DEUX CENT DIX SEPT DECIMAL HUIT METRES CARRES (217.8 M²) construit en blocs de ciment sous dalles, érigé sue deux portions de terrain **contigües** situées au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit Curepipe, savoir :- **La première**, de la contenance de SIX PERCHES ET VINGT CINQ CENTIEMES (6.25 P) soit DEUX CENT SOIXANTE TROIS DECIMAL HUIT DIXIEMES METRES CARRES (263.8 M²) ; (PIN Number :- 1743150074) D'un côté, par un chemin mitoyen et commun, sur CINQUANTE TROIS PIEDS NEUF POUCES (53' 9") soit DIX SEPT DECIMAL CINQ METRES (17.5 M) ; Du second côté, par Jasmath Kawal, sur QUARANTE SIX PIEDS HUIT POUCES (46' 8") soit QUINZE DECIMAL DEUX METRES (15.2 M) ; Du troisième côté, par Asnally Oollit, sur CINQUANTE QUATRE PIEDS TROIS POUCES (54' 3") soit DIX SEPT DECIMAL SOIXANTE SEPT METRES (17.67 M) ; Du quatrième côté, par Dewoonanen Kawal, sur QUARANTE SIX PIEDS SIX POUCES (46' 6") soit QUINZE DECIMAL QUATORZE METRES (15.14 M) ; La mesure employée est le pied français/mètres. Et **La seconde**, de la contenance de VINGT TROIS METRES CARRES (23 M²) et bornée d'après le titre de propriété ci-après relaté, comme suit :- (PIN Number :- 1743150130); D'un côté, par l'axe d'un chemin commun et mitoyen d'UN METRE QUATRE VINGT QUINZE (1 M 95) de large, sur UN METRE QUARANTE TROIS (1 M 43) ; Du second côté, par le surplus du terrain de la venderesse, sur QUINZE METRES SEIZE (15 M 16) ; Du troisième côté, par M. Deepnarain Ramkishore, sur UN METRE SOIXANTE DEUX (1 M 62) ; Du quatrième et dernier côté, par le terrain appartenant au présent acquéreur lui-même, sur QUINZE METRES QUINZE (15 M 15) ; Il a été fait observer au titre de propriété ci-après relaté que les dits terrains forment ensemble DEUX CENT QUATRE VINGT SIX DECIMAL QUATRE VINGT CENTIEMES METRES CARRES (286.80 M²). Avec ensemble une fraction correspondant à SOIXANTE DIX CENTIEMES (0.70) à prendre dans SEPT CENT CINQUANTE NEUF DECIMAL QUARANTE ET UN/MILLIEMES (759.41/1,000èmes) de la propriété du sol du sus dit terrain et des parties communes y attachées. » Together with all buildings, constructions and plantations existing thereon, and all dependencies and appurtenances thereof, generally whatsoever without any exception or reservation the whole as morefully described in title deed drawn up by (i) Mr. Jacques Montocchio, Notary Public, on the 17/09/1975, registered on the 26/09/1975 in Reg. C 275/2731 and transcribed on the 17/09/1975 in TV 1300/232 (ii) Mr. Joseph Marcel Joson, Late Notary Public, on the 07/10/1992, registered and transcribed on the 19/10/1992 in TV 2434/49 and (iii) Mr. Hassam Seelarbokus, Notary Public, on the 16/10/2006, registered and transcribed on the 19/10/2006 in TV 6349/34.».

The property consists of two plots of land of 261 M² and 23 M² respectively on which stands a two storey (ground + one) residential building. Construction is in reinforced concrete framed structure, concrete block walls under reinforced slab roofs.

The whole morefully described in the Memorandum of Charges filed in the above matter.

The sale is prosecuted at the request of The Mauritius Commercial Bank Ltd against Mr. Harold Raymond APOLLON and Ors.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 22nd day of May, 2023.

Udhisteer K. Ragobur
ENSAfrica (Mauritius)
Of 18, Edith Cavell Street, Port Louis.
Attorney in charge of the sale

Premier League

Newcastle 0-0 Leicester:

L'équipe d'Eddie Howe s'assure une place en Ligue des champions pour laisser les Foxes au bord de la relégation

Newcastle s'est assuré une place en Ligue des champions la saison prochaine pour la première fois depuis 2003 avec un match nul 0-0 contre Leicester, qui n'a eu qu'un seul tir et est au bord de la relégation.

L'équipe d'Eddie Howe a garanti sa place dans le top quatre avec un affichage dominant pour laisser les visiteurs, à deux points de la sécurité, devant gagner le dernier jour de la saison à domicile contre West Ham tout en espérant que Bournemouth prenne quelque chose à Everton et Leeds non. renverser un swing de neuf buts en battant Tottenham pour rester en place.

Newcastle a contrôlé le match mais a été frustré par une combinaison de la défense de Leicester et des boiseries qu'ils ont secouées trois fois sur leur chemin pour marquer 23 tirs et un xG de 2,05 bien que Bruno Guimaraes n'ait pas été renvoyé tôt pour un défi imprudent.

Leicester n'a réussi qu'un seul effort à la 92e minute lorsque Nick Pope a brusquement sauvé de la volée de Timothy Castagne pour leur refuser une victoire cruciale et laisser leur sort de survie hors de leurs mains.

Dean Smith a choisi de changer la formation de Leicester pour jouer avec trois à l'arrière, abandonnant notamment James Maddison et Harvey Barnes, dans le but de conserver leur première feuille blanche en 22 matches de championnat.

Newcastle a enregistré 14 tirs au cours de la première période tandis que Leicester s'est à peine aventuré hors de sa moitié de terrain, n'ayant qu'une seule touche dans la surface adverse.

Les visiteurs, cependant, estimaient que Guimaraes aurait dû être expulsé à la neuvième minute seulement lorsque les crampons de la botte droite du milieu de terrain ont attrapé le genou de Boubakary Soumare avec un carton jaune et que le VAR a décidé qu'aucune autre sanction n'était nécessaire.

Les meilleures chances de Newcastle sont survenues à la fin de la première mi-temps alors que Callum Wilson a accroché un effort contre un poteau avant de voir sa tête du rebond déglagée de la ligne par Wilfred Ndidi.



Miguel Almiron a volé contre les boiseries deux minutes plus tard, puis Wilson a vu un autre effort de la tête sortir de la cible avec le but béant dans un corner.

Smith s'est tourné vers Maddison à la pause, mais les attaques constantes de Newcastle se sont poursuivies avec Iversen repoussant le premier effort d'Isak depuis le bord de la surface.

Leicester a tenu bon pendant plus d'une heure avant de changer de forme pour devenir un défenseur à quatre lorsque Patson Daka et Harvey Barnes ont remplacé Jonny Evans et Jamie Vardy, mais cela n'a toujours rien fait pour arrêter les hôtes. Guimaraes a réussi à frapper un poteau d'un mètre dans un coin avant qu'Iversen ne sauve avec ses jambes de Sean Longstaff.

Leicester a finalement commencé à enchaîner quelques passes ensemble tard avant que Castagne ne se connecte avec la croix de Maddison, forçant Pope à une sauvegarde en plongée.

Le patron de Newcastle Eddie Howe à Sky Sports : "C'est un grand soulagement, une soirée incroyable de voir les supporters

réagir, c'est incroyable."

Quel était l'objectif de pré-saison ? "Ce n'était certainement pas le top quatre. Il faut toujours espérer et rêver, mais nous ne nous sentions pas prêts pour cela après avoir combattu la relégation. Il s'agissait de consolider et de devenir une meilleure équipe. Et de ne pas flirter avec la relégation. Les gars ont été incroyables, leur mentalité, leur attitude."

Qu'est-ce que cela signifie pour le recrutement d'été ? "Il y a un petit groupe de joueurs que nous pouvons recruter. Nous devons recruter judicieusement, ce que nous avons fait. Ce sera notre fenêtre de transfert la plus difficile."

Est-ce le point culminant de votre carrière ? "C'est probablement plus reconnaissable dans tout le pays en raison de l'ampleur, mais mon premier défi à Bournemouth pour les maintenir était incroyablement énorme pour moi et le club. C'est à une échelle différente du point de vue des médias et je suis tellement reconnaissant de gérer ici."

"Je veux massivement du succès pour ce club de football. La seule chose difficile

est que même si vous sentez que vous avez accompli quelque chose de grand, il n'y a pas de trophée. Nous voulons apporter de l'argenterie ici à l'avenir."

L'entraîneur de Leicester, Dean Smith, à Sky Sports : "Nous sommes allés jusqu'au dernier match et nous avons fait en sorte qu'Everton ait besoin de gagner, c'est ce que nous devons faire."

"Je ne m'excuse pas pour la façon dont nous avons joué, nous devons rester dans le jeu. Newcastle a écrasé certaines équipes ici et nous ne pouvions pas leur permettre avec la hauteur et la livraison qu'ils ont. Notre discipline était bonne, ils ' J'ai eu des occasions, mais ils ont eu ça contre la plupart des équipes ici."

"Je ne pense pas que beaucoup de gens auraient pensé que nous serions venus ici et que nous aurions un résultat."

Sur le maintien d'une feuille blanche : "C'est une grande chose mentalement pour les joueurs. C'est la première feuille blanche à la mi-temps que j'ai eue en sept matchs. C'était important que nous le fassions."

"Vous ne pouvez pas vous ouvrir ici et les attaquer. C'était parfois difficile, mais vous pouviez voir que les joueurs se battaient pour cela. Nous avons eu une grande chance juste à la mort."

Sur le carton rouge potentiel de Bruno Guimaraes : "C'était un très mauvais défi, il l'a attrapé à la cuisse. Je ne sais pas ce que VAR y voit. D'après ce que nous avons vu jusqu'à présent cette saison, c'est un carton rouge que beaucoup fois."

Sur la bataille de relégation : "Nous allons avoir besoin d'aide. Il y aura beaucoup d'anxiété pour les trois équipes qui y participent. Notre travail est avant tout de gagner contre West Ham. Je suis sûr qu'avec nos supporters derrière nous, nous pouvons le faire. Ensuite, ce n'est plus de notre ressort."

"Tant que nous pourrions dire que nous avons fait de notre mieux, nous nous battons bec et ongles pour rester là-dedans. Tout ce que nous pouvons faire, c'est mettre la pression sur Everton et j'espère que nous l'avons fait."

Dix points de pénalité pour la Juventus en Serie A, la C1 s'éloigne

La Juventus Turin a écopé lundi d'une nouvelle pénalité de 10 points, après révision à la baisse de la sanction initiale de 15 points pour fraudes comptables, ce qui complique ses chances de jouer la prochaine Ligue des champions.

La Juventus n'y coupera pas. Après la suspension en avril d'une première pénalité de 15 points visant la Vieille Dame, le club italien a finalement écopé d'une nouvelle sanction lundi. Cette pénalité de 10 points, prononcée lundi par la cour d'appel de la Fédération italienne de football, fait reculer la Juventus de la 2e à la 7e place au classement de Serie A, à cinq points de la dernière place qualificative pour la Ligue des champions occupée par l'AC Milan (4e).

Les Bianconeri peuvent toutefois revenir à deux points des Rossoneri en cas de succès à Empoli ce lundi soir, et ce avant d'affronter les Milanais dimanche prochain, ce qui entretient leurs chances. Ces dix points de pénalité sont à décompter « dans la saison en cours », selon le jugement



communiqué par la Fédération italienne de football.

Une sanction plus clémentine que la réquisition

La cour a été un peu plus clémentine que la demande du procureur fédéral, qui avait requis lundi matin 11 points de retrait lors de l'audience chargée de réexaminer cette pénalité. Cette même cour d'appel fédérale avait infligé en janvier, un retrait de 15 points à la Juve en raison de plus-values jugées artificielles lors de certaines ventes de joueurs. Mais elle a été appelée à réévaluer sa sanction en avril par le Collège de garantie du Comité olympique italien (Coni), saisi par le club turinois.

Ce collège, plus haut degré de la justice sportive en Italie, avait confirmé une « altération volontaire et répétée des écritures comptables » de la part de la Juve. Mais il avait suspendu la sanction en demandant que soient clarifiées les responsabilités individuelles de certains dirigeants turinois, dont l'ancien vice-président Pavel Nedved. Ce dernier a été acquitté lors de cette nouvelle audience.

Les Bianconeri peuvent saisir de nouveau le Collège de garantie, ce qui pourrait prolonger ce feuilleton extra-sportif au-delà de la saison, qui se termine le 4 juin.

FOOTBALL

Espagne : vague d'indignation après les nouvelles insultes à l'encontre de Vinicius (Real)

L'attaquant brésilien du Real Madrid, expulsé dimanche après-midi sur la pelouse de Valence (0-1), accuse des supporters adverses de l'avoir qualifié de « singe ». Un énième épisode symptomatique d'un fléau qui ronge encore et toujours le football européen, et notamment la Liga espagnole.

Le football espagnol, admet le patron de la fédération, a « un problème » avec « le racisme ». Au lendemain des nouvelles insultes proférées contre Vinicius, l'attaquant brésilien du Real Madrid, le championnat d'Espagne est de nouveau confronté au fléau du racisme dans ses stades.

Devant la presse, le président de la Fédération espagnole de football (RFEF), Luis Rubiales, a reconnu que le football espagnol avait « un problème » avec « le racisme », qui, a-t-il ajouté, « entache toute une équipe, tous les supporters, tout un pays ».

La Fédération a également demandé l'adoption de « mesures plus vigoureuses », qui pourraient aller jusqu'à la fermeture de tribunes, voire de stades en cas de récidive, ainsi que la saisine de la Commission d'État contre la violence, la xénophobie et le racisme dans le sport.

Quelques minutes avant la prise de parole de Rubiales, le Real Madrid et l'AFE, principal syndicat des joueurs en Espagne, avaient annoncé avoir déposé plainte auprès du parquet espagnol pour qu'une « enquête soit ouverte » sur ces insultes qui constituent juridiquement, selon le club merengue, un « délit de haine ». Le parquet de Valence s'est exécuté en début d'après-midi.

En Espagne, c'est le « comité des compétitions », l'équivalent de la commission de discipline en France, qui est compétent en matière de discriminations dans le football.

Sur un plan plus politique, le gouvernement espagnol, par la voie de son ministre de la Consommation, Alberto Garzón, a réclamé « une réponse ferme » contre ce phénomène qui « montre que le racisme est très ancré chez certains groupes spécifiques de supporters (...) ».

Ces propos et ces actes s'ajoutent aux nombreux soutiens reçus depuis dimanche soir par Vinicius, à l'exception notable du puissant et sulfureux patron de la Liga, Javier Tebas.

Vinicius : « Le racisme est normal en Liga »

À Valence, lors de la défaite du Real (1-0), l'attaquant merengue, régulièrement ciblé, s'est en effet plaint d'avoir été qualifié de « singe » par des supporters adverses.

« Ce n'était pas la première fois, ni la deuxième ni la troisième. Le racisme est normal en Liga », a réagi sur Instagram Vinicius, exclu en fin de rencontre à l'issue d'une échauffourée qui a vu son adversaire échapper à une sanction similaire.



Le Brésilien, dont une marionnette à son effigie avait également été pendue depuis un pont par des supporters de l'Atletico Madrid en janvier, a réclamé « des actions, des sanctions ».

L'Espagne, a-t-il ajouté, est « une belle nation, qui m'a accueilli et que j'aime, mais qui a accepté d'exporter l'image au monde d'un pays raciste. Désolé pour les Espagnols qui ne sont pas d'accord, mais aujourd'hui, au Brésil, l'Espagne est connue comme un pays de racistes ».

Tebas défend son instance

Ses propos n'ont toutefois pas été du goût de Javier Tebas.

« Avant de critiquer et d'insulter la Liga, il serait nécessaire que vous vous informiez correctement », a cinglé le patron de la Liga, réfutant toute inaction de son instance.

Celle-ci, qui a mis en avant sa « réactivité » dans un communiqué, a assuré avoir transmis neuf plaintes cette saison pour des incidents subis par Vinicius, dont une seule a débouché sur une sanction (Valladolid mi-décembre). Elle s'est engagée à transmettre à la justice le résultat de son

enquête si un nouveau crime haineux était avéré.

« Nous ne pouvons pas permettre que soit ainsi entachée l'image d'une compétition qui est surtout un symbole d'union entre les peuples, où plus de 200 joueurs de race noire (sic) dans 42 clubs reçoivent chaque jour le respect et l'affection de tous les supporters, et où le racisme est un cas extrêmement ponctuel (neuf plaintes) que nous allons éradiquer », a encore détaillé Tebas lundi à la mi-journée sur Twitter.

Vive émoi au Brésil

Insuffisant, a néanmoins jugé l'entraîneur du Real Madrid, Carlo Ancelotti. « Que s'est-il passé jusque-là ? Des rapports qui n'ont abouti à rien (...). La solution, c'est d'arrêter le match. »

Outre l'Italien, les soutiens ont afflué du monde entier.

À commencer par le Brésil, où le président de la fédération Ednaldo Rodrigues a assuré sur les réseaux sociaux que Vinicius avait « l'amour de tous les Brésiliens ».

« Nouvel épisode de racisme en Liga et une fois de plus Vini est la victime », a également déploré Ronaldo, la légende de la Seleçao. « Cela durera tant temps que l'impunité et la complicité » perdureront.

« Avec toi », a posté Neymar.

Lors d'une conférence de presse à Hiroshima, au Japon, le président Luis Inazio Lula da Silva a lui aussi dénoncé le « racisme » subi par Vinicius.

« On l'a traité de singe. Il n'est pas possible, en plein XXI^e siècle, d'avoir des préjugés raciaux aussi forts dans autant de stades de football », a-t-il ajouté. L'icône locale de la musique Gilberto Gil lui a rapidement embrayé le pas.

Un soutien planétaire

Hors du pays, la vedette du PSG Kylian Mbappé a également pris position.

« Tu n'es pas seul. Nous sommes avec toi et te soutenons », a-t-il écrit en anglais sur Instagram.

« J'ai vu de la douleur, du dégoût. Il faut l'aider », a appuyé l'ancien international anglais Rio Ferdinand.

Le club de Valence, hôte de l'incident, a assuré dans un communiqué qu'il « condamnait publiquement toute sorte d'insulte, d'attaque », et qu'il « prendrait les mesures les plus sévères », en évoquant toutefois un « acte isolé ».

Ligue 1 : un doublé de Kylian Mbappé offre la victoire au PSG face à Auxerre

Auteur d'un doublé dans les huit premières minutes de la rencontre, Kylian Mbappé a mis le Paris Saint-Germain sur les bons rails dimanche soir sur la pelouse d'Auxerre. Le club de la capitale s'est imposé en Bourgogne (1-2), et se rapproche un peu plus de son onzième titre.

En huit minutes, Kylian Mbappé pensait avoir bouclé l'affaire. L'attaquant du Paris Saint-Germain n'a pas eu besoin de jouer 10 minutes pour inscrire un doublé dimanche sur la pelouse d'Auxerre. Mais les Bourguignons n'ont jamais cédé, et se sont finalement inclinés sur la plus petite des marges (1-2).

Ce succès, aussi étrié qu'il est, assure quasiment l'onzième titre au club de la capitale. Car à deux matches de la fin de la saison, le club parisien compte six points d'avance sur Lens (2e) - vainqueur 1-3 à Lorient dimanche après-midi - avec une différence de buts très largement favorable (+50 contre +34). Pour un potentiel exploit, il faudrait que le PSG subisse deux grosses défaites contre Strasbourg et Clermont et que Lens obtienne deux victoires avec une pluie de buts lors des deux dernières journées. De l'ordre de l'improbable.

Auxerre toujours très menacé

Après les 27e et 28e buts de Mbappé cette saison en championnat (il reprend deux longueurs d'avance sur Alexandre Lacazette et ses 26 buts), Auxerre (16e et premier non relégable) a réduit la marque par Lassine Sinayoko (1-2, 51e). L'AJA



reste toutefois sous la menace directe de Nantes, le premier relégable battu (0-3) par Montpellier samedi, qui ne pointe qu'à une unité (34 points pour Auxerre, 33 pour

Nantes).

Ce match au stade de l'Abbé-Deschamps a été marqué par le retour des ultras parisiens, en grève pendant plusieurs jours. Chants, drapeaux et fumigènes : environ 1 000 dont 400 membres du Collectif Ultras Paris, les supporters parisiens se sont fait entendre tout au long du match, signe de réchauffement avec le club.

Sur le terrain et comme souvent cette saison, Kylian Mbappé a fait le show dès le début du match : après un festival de crochets dans la surface auxerroise, le N.7 a logé le ballon dans la lucarne (0-1, 6e). Deux minutes plus tard, servi par Leo Messi le Bondinois a doublé la mise sur sa spéciale, une frappe enroulée du droit au premier poteau, à l'entrée de la surface (0-2, 8e), un doublé le plus précoce en Ligue 1 depuis 2012. Deux tirs, deux buts pour les Parisiens.

Titularisé pour la troisième fois d'affilée aux côtés de Messi et Mbappé, Hugo Ekitike a de nouveau fait une prestation en demi-teinte. L'ancien rémois a raté devant le but sur un caviar de Mbappé (42e), mais aussi ses placements et ses duels. Il est sorti en boitant (54e), remplacé par le milieu

portugais Vítinha pour redonner un peu de vigueur à l'entre-jeu parisien.

Paris a failli s'effondrer

Car comme trop souvent pendant cette deuxième partie de saison, le PSG a laissé se relancer son adversaire en début de seconde période. L'AJA, galvanisé par son public et par les nombreuses occasions de la première mi-temps (17e, 27e, 38e, 43e, 47e), a refait surface grâce au premier but de Lassine Sinayoko sur un contre (1-2, 51e). Impérial jusque-là, le gardien parisien Gigi Donnarumma a laissé passer le ballon sous son flanc. Il s'est ensuite révélé de nouveau précieux après la réduction du score, grâce à plusieurs parades (68e, 74e, 76e, 90e).

À l'image de son milieu, la défense parisienne a été sur un fil, jamais loin de complètement craquer, sous la pression bourguignonne. Il a fallu notamment un sauvetage de Danilo Pereira de la tête et sur sa ligne pour ne pas sombrer (63e).

Amers, les Bourguignons ont tendu une banderole acerbe contre le PSG en fin de rencontre : « Si Paris est la ville symbole de la liberté, le PSG est le club symbole de la dictature, remember boycott Qatar2022 ».